

ANCHA



AGENCIA NOTICIOSA CHILENA ANTIFASCISTA
EDITADA POR EL FRENTE DEL PUEBLO EN EL EXTERIOR

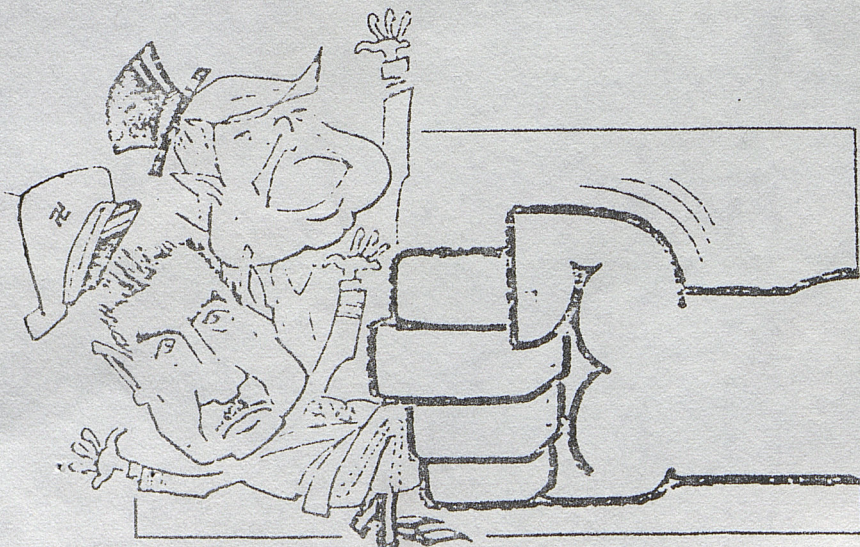
CON LA UNIDAD Y LA LUCHA, LA **R**ESISTENCIA VENCERA

novembre 1977

n° 26

**Face aux manoeuvres
fascistes-imperialistes**

**UNIR NOS FORCES
POUR ABATTRE
LA
DICTATURE**



4°P. 8851

UNIR LES FORCES POUR ABATTRE LA DICTATURE

Au cours de ces derniers mois, se sont intensifiées les manoeuvres de l'impérialisme yankee et de ses pions réactionnaires de la Démocratie Chrétienne pour changer le masque du régime de Pinochet. Dans ce but, les dirigeants de la D.C. ont publié à la mi-octobre un document où ils appellent à former un "Mouvement National de Restauration Démocratique". Bien entendu, ce mouvement ne se fait pas en lutte contre la dictature, au contraire il appelle les Forces Armées elles-mêmes à y participer. Nulle part, il ne pose le problème des prisonniers politiques et des plus de 2.500 disparus; mais par contre il attaque durement "la voie armée, clandestine et conspirative".

Au moment où la dictature est plus isolée que jamais, où augmentent les contradictions internes dans les rangs du fascisme, où tant par son étendue que par son niveau de combativité, la lutte de la Résistance se développe dans tout le pays, les yankees et les forces réactionnaires chiliennes cherchent à changer l'apparence du régime - en maintenant sa nature - pour poursuivre l'exploitation et l'oppression de notre peuple, et pour maintenir leur domination. Ils tentent ainsi de liquider la lutte populaire pour abattre la dictature.

Face à cette situation, la position de tous les antifascistes et des patriotes honnêtes est très claire: **INTENSIFIER LA LUTTE POUR LE RENVERSEMENT DE LA DICTATURE ET L'ECRASEMENT DU FASCISME**, ce qui ne s'obtiendra pas par des "arrangements, des accords ou des aides de la part des yankees, instigateurs du coup d'état, ni avec Frei et ses partisans qui l'ont appuyé.

Au contraire, la lutte antifasciste de notre peuple est profondément liée à la lutte antiimpérialiste. On ne peut combattre sérieusement la dictature sans combattre l'impérialisme américain; ce sont 2 aspects de la même lutte; encore moins peut-on nourrir l'illusion que les yankees aideraient la lutte contre la dictature. C'est pourquoi la consigne **"COMBATTRE L'IMPERIALISME ET ABATTRE LA DICTATURE"** est très juste dans la situation actuelle.

Nous pensons que, dans la lutte antiimpérialiste et pour abattre la dictature, nous devons, nous les forces populaires, profiter des diverses contradictions existant dans le camp de l'ennemi, non pour se mettre à la traîne de l'une ou l'autre tendance, mais pour renforcer la lutte indépendante du peuple, seule façon de conquérir la véritable libération nationale.

En effet, il est grave que la prétendue "ouverture" et les tentatives de changement de façade du régime, soient impulsés non seulement par les américains et leurs valets Fréistes, mais qu'en plus s'y soient embarqués les secteurs réformistes qui ont dirigé la défunte Unité Populaire. Depuis longtemps, ces milieux freinent la lutte antifasciste en s'opposant aux Comités de Résistance et à tout ce qui signifie mobilisation combattive du peuple. Leur objectif, c'est qu'on leur permette, bien que de façon limitée, d'avoir une certaine légalité et de reprendre place dans le jeu des élections; c'est pourquoi ils ont appuyé ardemment l'appel de la Démocratie Chrétienne.

Notre peuple hait profondément la dictature et la considère comme son principal ennemi; cependant cela ne signifie pas qu'il veuille retourner au passé. Les objectifs populaires et antifascistes sont aujourd'hui le renversement de la dictature, l'écrasement du fascisme, et la conquête d'un Gouvernement Démocratique d'Unité Antifasciste qui ouvre la voie à la véritable libération de notre peuple.

Telle est la voie qu'impulse le Front du Peuple, et qui chaque jour obtient plus d'appui, surtout au Chili, mais aussi parmi nos compatriotes exilés. Cette voie est aussi impulsée par une série de secteurs antifascistes et de partis révolutionnaires chiliens, comme le Parti Socialiste (C.N.R.), le Parti Communiste Révolutionnaire du Chili, le MAPU et la Jeunesse Radicale Révolutionnaire (3^{ème} Congrès).

Il est très important pour la lutte antifasciste que les camarades du Parti Socialiste (Coordination Nationale des Régions), du MAPU, et d'autres forces aient purifié leurs rangs d'opportunistes obstinés, ce qui a permis à ces partis de poser clairement une alternative vraiment populaire et de pouvoir réaliser un travail unitaire, regroupant les forces réellement antifascistes.

Le Front du Peuple se réjouit des succès obtenus ces derniers temps par le PCR, le MAPU, et le PS (CNR), et de la tendance unitaire existant parmi les forces antidictatoriales, élément essentiel pour écraser le fascisme. Le Front du Peuple est un apport à cette unité, dont nous pensons que doit naître un large front de masse destiné à abattre la dictature au Chili et à réaliser les transformations indispensables pour mettre fin à la crise et aux souffrances de notre peuple.

L'unité des forces antifascistes conséquentes est aujourd'hui une tâche de base, et le Front du Peuple, tant dans ses propositions que dans sa pratique, travaille avec fermeté dans ce sens. Il s'agit de garder une attitude très ouverte, d'unir tous ceux qui sont disposés à lutter contre la dictature, de travailler avec les dirigeants de ces différents secteurs et partis antifascistes, tout en développant ce travail avec la base de ces différents partis.

Cette unité qui se forge aujourd'hui à la chaleur du combat n'est pas une "unité pour l'unité", ni encore moins une unité autour de plateformes réformistes. Cette unité est une unité révolutionnaire pour lutter et pas pour concilier, à la base et pas seulement "au sommet". Nous évaluons les succès obtenus dans ce sens et nous constatons aussi qu'il y a beaucoup de chemin à faire; c'est pourquoi nous appelons tous les camarades du Front du Peuple et ceux qui sympathisent avec nos positions à intensifier le travail en liaison avec les diverses forces antifascistes.

Répondons à la dictature et aux manoeuvres réformistes
en unissant le maximum de forces dans la lutte de Résistance !!



Extraits d'une déclaration du Parti Socialiste (c.n.r.)

Considérant:

3 - Que le II septembre 1973, se produisit à l'intérieur de notre Parti une catastrophe organisationnelle et politique, puisque la majorité des membres du Comité Central désertèrent leurs postes de responsabilité et se préoccupèrent seulement de leur propre peau. Cette désertion se concrétisa par un profond manque de direction, défection qui fut payée du sang généreux des membres du Parti, de la classe ouvrière et du peuple du Chili, qui ne put compter sur une direction centralisée qui dirige au moins un repli en ordre.

Ce fut dans ces moments de déroute, de confusion, d'amertume, de panique de désespoir et de manque de direction centralisée, c'est au milieu de cette débâcle que ses bases les plus fermes et conscientes idéologiquement commencèrent à se réorganiser et à se coordonner entre elles! (Voir révolution n° 7). De cette façon, surgit la Coordination Nationale des Régions, expression véritable et authentique du Parti Socialiste du Chili, qui est l'instance de direction que la grande majorité des militants de base du parti se sont donnée dans les plus dures conditions de répression et de clandestinité à l'intérieur du pays.

4 - Que ces mêmes personnes qui ont déserté le II septembre, en abandonnant leur poste de combat, ont prétendu, plus de 2 ans après le coup d'état militaire, et à des milliers de kilomètres de distance dans une réunion réalisée à La Havane, revalider bureaucratiquement leur mandat auquel elles avaient renoncé par leur comportement; alors que, à l'intérieur du pays, il existait déjà à cette date une direction véritable du parti, issue de la base, qui refusa tout caractère de décision à cette fameuse réunion. ...

1 - Nous nions l'autorité morale et politique du dit "Secrétariat extérieur" pour s'ériger en Direction du Parti, de même qu'à n'importe quelle délégation ou organisme créé par lui.

2 - Nous avertissons la classe travailleuse et le peuple du Chili, la classe ouvrière et le mouvement révolutionnaire, ainsi que l'opinion publique internationale, que toute mesure ou compromis pris par ce dit "Secrétariat Extérieur" n'a aucune validité.

3 - Nous démentons catégoriquement que le camarade Pedro Vuskovic ait été expulsé du Parti, en lui réitérant ainsi qu'aux camarades honnêtes et fidèles du Parti et à la Révolution, notre appui le plus chaleureux et le plus décidé dans leur travail prolétarien.

4 Nous avertissons catégoriquement les auteurs de ces machinations liquidatrices, anti parti, scissionnistes et traîtres à la classe travailleuse chilienne, de la gravité de ces manœuvres dont ils devront répondre devant le parti et le peuple du Chili.

5 - Nous appelons la base du parti à s'unir autour des principes immortels du marxisme-léninisme, autour de sa ligne stratégique et de sa tactique, à s'épurer des éléments opportunistes, à resserrer ses liens avec la classe ouvrière, les paysans et les larges masses populaires; à ne pas se laisser tromper par les manœuvres anti parti et scissionnistes, à donner une plus grande impulsion au processus de reconstruction du parti et à transformer le parti en une véritable avant garde révolutionnaire du prolétariat et du peuple du Chili.

(Suite p. 13)

la lutte donne ce que la loi refuse

Les derniers numéros de EL PUEBLO, journal du Parti Communiste Révolutionnaire du Chili, édité dans la clandestinité, nous sont parvenu du Chili, ainsi que quelques tracts diffusés par le PCR du Chili, et dont nous publions ci-dessous quelques extraits:

A Concepcion et dans les villes aux alentours, sont apparus des bombages sur les murs des quartiers industriels, qui disaient: " ARMONS-NOUS CONTRE LE FASCISME", "ORGANISATION ET LUTTE CONTRE LA DICTATURE", signés par le PCR. Les autorités de la province ont ordonné de les recouvrir rapidement; cependant, de nombreuses personnes les ont lus et commentés sur les lieux de travail. Encouragés par de telles actions ^{les ouvriers} étaient d'accord pour dire qu'il était parfaitement possible de lutter contre le fascisme, et que tout n'est pas perdu pour le peuple. Ces actions ont été combinées avec des diffusions de tracts.

A Nuble, il y a eu des bombages contre le fascisme, signés du PCR, ce qui a soulevé également l'enthousiasme des masses. Dans un endroit, un groupe a été surpris par les ouvriers qui sortaient de l'usine et qui les ont encouragés à continuer. Sur les murs, a été peint en gros caractères: LE PEUPLE ARME JAMAIS NE SERA ECRASE P.C.R. Dans un autre lieu de la province, ont été lancés des tracts du Front du Peuple appelant les étudiants à lutter contre le coût élevé des inscriptions. Ils ont été accueillis avec enthousiasme; on les ramassait, et on les distribuait aux camarades de confiance. Plus tard les autorités de l'école ont dénoncé les faits et envoyé un détachement de carabiniers pour "nettoyer" le bâtiment. 300 étudiants ont été jetés dehors les mains en l'air, fouillés un par un, sans qu'on ne trouve rien de compromettant; voyant venir l'opération, ils avaient caché la propagande. La recherche vaine des "pacos" a provoqué des moqueries parmi les étudiants et la police a dû se retirer la queue entre les jambes.

POUR UN MOIS DE SEPTEMBRE COMBATIF

4 ans de dictature contre le peuple chilien. 4 ans de Résistance active, qui grandit et grandira encore plus.

Ce ne sont pas les ennemis du peuple, ni leurs campagnes hypocrites d'"Action Sociale" qui ont éliminé l'extrême pauvreté. L'extrême pauvreté, c'est le peuple lui-même, en renversant la Junte militaire fasciste, en éliminant les propriétaires fonciers et les monopoles, en expulsant totalement l'impérialisme yankee par la force des armes, qui l'éliminera. Ceux qui s'opposent à la lutte armée populaire révolutionnaire s'opposent au peuple.

La clique de Frei est la pièce de rechange de l'impérialisme yankee: pour remplacer la junte, ils essaient d'obtenir l'appui des Forces Armées Réactionnaires: c'est le fascisme avec le masque de la démocratie.

La clique révisionniste a fait l'unité avec eux, trahissant une fois de plus les intérêts du peuple.

Ces 2 cliques prétendent revenir à la fausse démocratie d'avant, en s'appuyant sur les anciennes forces armées qui servent aujourd'hui Pinochet.

Dans ces temps d'offensive antifasciste, le peuple rend hommage aux camarades assassinés.

CREONS ENCORE PLUS DE COMITES DE RESISTANCE ET ENGAGEONS TOUJOURS PLUS DE LUTTES - P.C.R.

nouvelles ~ nouvelles ~ nouvelles ~ no

ARRET AU LYCEE I2 DE CONCHALI

Les élèves du lycée I2 de Conchali (Santiago) ont mené fin septembre une lutte importante pour la défense de leurs intérêts, et en soutien au directeur de l'établissement qui a été éloigné de son poste par les autorités fascistes.

Pour manifester leur mécontentement, les étudiants se sont refusés à entrer en classe, et ont décidé un arrêt illimité. Les autorités fascistes et le nouveau recteur ont lancé des menaces de toutes sortes de représailles aux étudiants, mais ceux-ci ont maintenu fermement leur mouvement.

Cette action des élèves du lycée I2 a eu de grandes répercussions au niveau national, et c'est l'une des premières que la presse fasciste fait connaître.

Le Front du Peuple du Chili, par l'intermédiaire de l'un de ses comités, a fait connaître une déclaration de soutien à cette lutte, où il était dit: "Ce fait nous montre une fois de plus que l'unité des étudiants et leur organisation indépendante font qu'ils sont écoutés. C'est ainsi que nous devons exposer sans crainte les graves problèmes qui nous touchent."

EXPLOSIONS A SANTIAGO

Dans la nuit du 14 octobre, une série d'explosions causées par des bombes de fabrication artisanale se sont fait entendre dans la capitale. L'une d'entre elles a explosé à quelques mètres de la garde de l'école militaire, et les autres se sont produites en plein centre de la ville.

Quelques jours après, d'autres bombes ont fait explosion en différents points de la capitale.

Devant cette vague d'explosions, la junta militaire fasciste a déclaré que c'est l'oeuvre d'"éléments incontrôlés" qui veulent "provoquer de l'extérieur une impression trompeuse sur ce qui se passe au Chili en donnant l'impression du chaos et du mécontentement".

MENACES DE LICENCIEMENT CONTRE 724 EMPLOYES DE "CORA".

Le Ministère de l'Agriculture a donné des instructions à la Corporation de Réforme Agraire (CORA) pour que ne soient pas renouvelés les contrats de 724 employés de cet organisme. Les contrats de ces employés expirent au mois de décembre.

Pour justifier cette mesure, le ministre de l'agriculture a dit que le processus d'assignation des terres était arrivé à son terme et qu'on ne délivrerait plus de titre de propriété.

Devant ce nouveau forfait du fascisme, qui prétend laisser sans emploi des centaines de personnes, et condamner à la misère leurs familles, les dirigeants de divers départements publics ont commencé à se mobiliser pour éviter le licenciement massif.

nouvelles - nouvelles - nouve

"LIBERTE DES PRIX" POUR LE PAIN ET LES MEDICAMENTS.

La Junte militaire fasciste, confrontée de plus en plus au désastre économique qu'elle a elle-même provoqué, s'est vue dans l'obligation de "libérer les prix" du pain et des médicaments.

Cette nouvelle mesure anti-populaire aggrave encore plus l'insupportable situation de misère dans laquelle se trouve notre peuple, surtout en ce qui concerne le pain qui est le produit grâce auquel, de nos jours, des centaines de milliers de chiliens ne meurent pas de faim.

Grâce à la libération des prix, les industriels de la boulangerie, prétextant une "amélioration de la qualité", augmenteront leurs prix sans scrupules.

Le pain, considéré comme produit de première nécessité, avait toujours été contrôlé dans notre pays depuis plus de 40 ans, y compris pendant les périodes de crise économique aiguë.

Aujourd'hui, le fascisme instaure cette mesure, pensant ainsi pouvoir éponger le déficit de sa balance des paiements et le manque de dollars. C'est ce dernier point qui préoccupe le plus la Junte, du fait que les réserves de dollars sont au plus bas, ce qui affectera les importations de blé l'année prochaine.

" LES TRAVAILLEURS DE "L'EMPLOI MINIMUM" NE RECEVRONT PAS DE BONIFICATION.

Les ouvriers qui travaillent à L'Emploi Minimum et les employées domestiques ne toucheront pas la bonification de 100 Pesos (20 francs) annoncée par la Junte Militaire fascistes pour tous les travailleurs non salariés.

Cette bonification de misère est une tromperie pour les travailleurs qui ont lutté dans leurs organisations pour obtenir un réajustement de salaire qui leur restitue leur pouvoir d'achat annulé par l'inflation galopante. Ces 100 Pesos que recevront les autres travailleurs ne sont pas considérés comme un réajustement, ni intégrés à l'échelle des augmentations, de la même manière qu'ils ne sont pas pris en compte pour les prévisions.

De cette façon, la Junte condamne encore plus à la misère les milliers de travailleurs de L'emploi Minimum, le secteur le plus exploité des travailleurs chiliens, à continuer d'essayer de subsister avec 700 Pesos (140 fr.) par mois.

AUGMENTATION DES EPIDEMIES D'HEPATITES ET DE TYPHOIDES.

Les épidémies d'hépatite et de typhoïde ont vu leur nombre augmenter dangereusement ces derniers temps, faisant de nombreuses victimes parmi la population qui souffre de la misère.

Selon la directrice des Programmes de Contrôle Alimentaire du Service National de la Santé, le docteur Gabriela Kaempffer, on a enregistré de nombreuses morts, et l'on n'a pas annoncé cette situation plus tôt pour éviter la panique.

La cause principale de ces épidémies est la mauvaise qualité de la nourriture distribuée à la population.

les - nouvelles - nouvelles - n

EMIGRATION MASSIVE DE CHILIENS

La répression ainsi que la précarité des conditions économiques, et la régression culturelle, qui s'aprofondissent chaque jour, poussent les chiliens à émigrer massivement. On peut en prendre pour preuve les chiffres communiqués par Antonio Mascarello, secrétaire général de l'Institut Catholique de l'Emigration, qui a déclaré que, pour une population de 10 millions d'habitants, le Chili en compte 1 million à l'extérieur; 10.000 en sortent tous les mois sans espérance de retour et parmi eux 5.000 vont en Argentine 350.000 chiliens sont en Patagonie, et 200.000 dans d'autres villes d'Argentine (Mendoza, Buenos Aires, Bahia Blanca, Cordova, etc...). 300.000 chiliens sont répartis entre les USA, le Canada, l'Australie, le Venezuela, en Europe, ainsi que dans d'autres pays d'Amérique Latine.

La crise en est arrivé à un tel point que même les fascistes émigrent. C'est le cas de Arturo Fontaine qui est parti aux USA, abandonnant son poste de "Conseiller d'Etat" de la Junte militaire fasciste.

AUGMENTATION DU CHOMAGE

D'autres exemples de la crise économique dont la Junte militaire fasciste est responsable:

- La Banque Osorno et l'Union renvoie plus de 700 personnes, du fait de la fermeture de ses 18 établissements dans tout le pays.

- Tous les jours, 5 ou 6 chauffeurs de l'Entreprise de Transport Collectif de l'Etat sont mis à pied. Le 1er aout, 17 fonctionnaires ont été renvoyés arbitrairement de cette entreprise, sans préavis après 2 jours de repos obligatoire, refusant de signer leur compte.

- De 1973 à nos jours, le personnel des Chemins de Fer de l'Etat est passé de 24.000 à 18.000 fonctionnaires, selon des chiffres officiels communiqués par le dirigeant syndical réactionnaire Ernesto Vogel, sans compter les 2.000 autres renvoyés récemment. Vogel a parlé du retard dans le paiement des salaires du fait des difficultés financières dans la Société, ainsi que de la suspension du paiement de leur solde à 200 retraités, par décision de la Commission de Contrôle.

LE CHILI : UN DES PAYS LES PLUS ENDETTES DU MONDE

La dette extérieure du Chili augmentera cette année de 400 millions de dollars. Ce chiffre a été communiqué par les autorités fascistes, et vient s'ajouter aux 5.195 millions de dollars de dettes du 31 décembre 1976.

D'autre part, cette année, la Junte militaire fasciste devra payer environ 1.000 millions de dollars au titre d'intérêts et amortissements; pour cela, elle devra faire appel, comme les années précédentes, aux réserves de la Banque Centrale, appauvrissant encore plus le pays.

lutte des professeurs : lettre diffusée clandestinement au chili.

CHERS COLLEGUES,

Aujourd'hui plus que jamais, nous devons continuer à réfléchir sérieusement sur les problèmes qui se posent. Nous devons unir nos forces et lutter pour chercher une solution réelle.

De notre activité éducative, dépend en grande partie la formation des jeunes et des enfants de notre patrie. Cette tâche est réellement grande et noble, mais nos rémunérations et nos conditions de travail sont mauvaises. Arrêtons-nous pour y réfléchir. La junte militaire fasciste nous enlève le pain de nos enfants et nous prive d'une vie digne. On nous trompe, mais après nous avec de fausses promesses d'"arrangement ministériel". Aujourd'hui, les professeurs nous demandent: à quoi cela a-t-il servi de nous enlever les 20 % des 3 premières années et les 40 % de la dernière tranche de notre carrière ? Quel a été l'objet du collège des "Professeurs"? Participons-nous à son élection?

Tout ce stratagème a pour signification l'aggravation de nos conditions de vie. D'un côté, on nous exploite économiquement, et d'un autre on vient nous encadrer militairement; mais leur tentative est vaine. Ils essaient de nous imposer leurs programmes fascistes et autres sottises, mais ils se heurtent aux grandes murailles du corps enseignant.

Collègues, assez de fausses promesses, ASSEZ de coups contre notre dignité et contre la liberté de l'enseignement. C'est l'heure de nous unir plus étroitement; ORGANISONS-NOUS ET LUTTONS :

1- Les 20% des 3 premières années et les 40% de la dernière tranche. PAIEMENT DE LA NOMINATION PROFESSIONNELLE.

2- Stabilité dans le travail. Elimination du fichage et du moucharbage dans les établissements d'enseignement.

3- Une éducation libre démocratique et gratuite (primaire, secondaire et universitaire). Pour la liberté de réunion et des élections syndicales.

Tous, comptons sur nos propres forces, CHERCHONS LA SOLUTION A NOS PROBLEMES. Le bonheur de notre foyer et le bien-être de notre patrie ne seront que l'oeuvre de nous-mêmes.

COLLEGUE, remets cette lettre à d'autres travailleurs de l'éducation, amis, parents, etc... Fais-en une copie; tu peux aussi ajouter des questions particulières à ton lieu et ton domaine d'activité. Envoie-la par poste aux autres écoles, localités, à la presse, la radio, la télé, les églises, etc...

FAISONS UNE GRANDE AGITATION PROPAGANDE. Organise des Comités antifascistes de l'Enseignement (CAF.M) avec 3 ou 4 Collègues; discute ces lignes et les problèmes de ton école. Fais un plan d'activité pour mobiliser l'ensemble pour la solution des problèmes de chacun, et lutte ainsi contre les autorités fascistes. Toutes ces tâches doivent tendre à l'unité de TOUS LES TRAVAILLEURS DE L'EDUCATION DE NOTRE PATRIE. Collègues, pensons à la réorganisation du SUPE et commençons dès maintenant, avec plus de force, à travailler pour arriver à renverser la Junte, en nous unissant aux luttes qui trempent notre vaillant peuple.

SEUL LE DEVELOPPEMENT DE NOTRE UNITE, L'ORGANISATION, ET LA LUTTE
FERONT PLIER LA MAIN DES FASCISTES.

C.A.F.- M. Santiago



SOLIDARITE INTERNATIONALE

ITALIE

Vendredi 4 Novembre, a eu lieu, à Gènes, place Pallaioli, un grand meeting organisé par le Comité de Soutien au FRONT DU PEUPLE ainsi que le FRONT QUE PEUPLE lui-même. Le public, qui avait rempli la place, a applaudi chaleureusement le camarade qui est intervenu sur la situation actuelle au Chili et sur les tâches de la RESISTANCE. Soutenait également le meeting, l'OSLAI (Organisation des étudiants antifascistes et antiimpérialistes d'Italie), qui y a interprété des chansons révolutionnaires.

Samedi 5 Novembre, à la SLEZIA, salle Dante, a eu lieu une conférence-débat pour le 7e anniversaire de l'arrivée au gouvernement de l'UNITE POPULAIRE ; on y a analysé, la période de l'U.P. et la situation actuelle de la Résistance. La conférence débat était organisée par "Démocratie Prolétarienne" ; y assistaient des camarades chiliens du Parti Socialiste (CNR), du MAPU, du MIR et du FRONT DU PEUPLE, chacun intervenant pendant environ une demi-heure, exprimant le point de vue de leurs organisations respectives. En général, les camarades qui ont intervenus ont fait une analyse critique de l'expérience ratée de l'U.P., condamnant durement l'impérialisme et la dictature, s'opposant aussi aux manœuvres de Carter, Frei et des dirigeants réformistes qui les appuient; ils ont aussi appelé à isoler ces derniers et manifesté la volonté d'unir toutes les forces antifascistes conséquentes, autour d'une ligne de lutte pour abattre la dictature. Les 300 personnes venues à cette conférence-débat ont appuyé les positions exprimées par les différents camarades anti-fascistes.

CANADA

En Décembre 1976, les journaux chiliens et canadiens annonçaient que le gouvernement chilien avait traité un contrat avec la NORANDA MINES CO-CTD pour l'exploitation des gisements de cuivre des Andes loco. Les investissements étaient répartis entre: 100 millions de dollars pour le développement d'une mine à ciel ouvert qui commencerait à produire en 1979, et 100 millions destinés à l'installation d'une raffinerie de cuivre.

Face à cette situation, le peuple canadien a réagi par une campagne contre cet investissement, qui soutient les assassins de la Junte Militaire du Chili. Des milliers de lettres ont été envoyées au Ministre des Relations Extérieures, aux parlementaires et même à la Noranda, demandant que cet investissement soit suspendu. C'est une action qui s'ajoute à celles exprimées dans le monde entier demandant que la dictature soit boycottée et isolée au niveau international, ceci étant une manière de contribuer à la lutte que mène le peuple chilien.



PAGE LATINO-AMERICAINE

ARGENTINE

- Quatre organisations de pays : La Ligue des Droits de l'Homme, le Mouvement Oecuménique, et 2 groupes de Familles de Prisonniers Politiques Disparus, ont envoyé le 14 Octobre une pétition au gouvernement argentin pour réclamer l'ouverture d'une enquête sur les disparus, et réclamer la libération des prisonniers détenus sans chef d'accusation.

La pétition recueillait 24 000 signatures et faisait mention de 571 disparus, parmi lesquels plus de la moitié le sont depuis plus d'un an. Plusieurs centaines de personnes se sont réunis l'après-midi du 14 Octobre devant le Congrès pour manifester en silence leur appui à la pétition. La police a chargé la manifestation en lançant des gaz lacrymogènes et a tiré en l'air. Il y a eu environ 600 arrestations.

- Ce même 14 Octobre, dans la ville de Cordoba l'armée a occupé l'usine d'automobiles RENAULT, procédant à l'arrestation de 130 ouvriers. Ceci répondait à la lutte menée depuis plusieurs jours par les travailleurs de cette usine, qui réclamaient des augmentations de salaire pour compenser la gigantesque inflation (150% par an).

NICARAGUA

De violents affrontements armés entre des forcés de la guerrilla et la "Garde Nationale" de ce pays d'Amérique Centrale ont eu lieu durant la première quinzaine d'Octobre. De nombreux régiments de la "Garde Nationale" ont été attaqués par les guerrilleros. Les différents combats ont fait au moins 24 morts.

GUIANA

Durant le mois d'Octobre ont eu lieu de nombreuses manifestations populaires montrant le refus du "nouveau traité" sur le Canal, suscité entre le gouvernement de ce pays et l'impérialisme yankee. Le traité prévoit que le Canal sera occupé par les impérialistes nord-américains jusqu'à la fin du siècle.

ÉQUATEUR

Monstrueux massacre de travailleurs, de femmes et d'enfants.

Un nouveau massacre de travailleurs a été perpétré par les sbires de l'impérialisme yankee et de leurs laquais, les oligarchies latinoaméricaines. Ça a été cette fois-ci en Equateur, pays gouverné par une junte militaire qui, non seulement réprime violemment le peuple équatorien chaque fois qu'elle en a besoin, mais depuis quelque temps développe toute une campagne démagogique parlant d'un référendum et de "retour à la démocratie constitutionnelle".

Le mercredi 19 Octobre, pendant une grève des ouvriers du sucre de AZTRA (province de Guayaquil), environ 120 personnes (des travailleurs des femmes et des enfants) ont été tués par la répression policière et militaire déchainée contre les travailleurs du sucre et leurs familles qui avaient occupé les locaux de l'usine pour protester contre la violation des conventions collectives du travail, du fait que malgré les successives hausses du prix du sucre décrétées par le gouvernement, celui-ci avait refusé d'augmenter les salaires.

Le 18 Octobre, aux environs de 15h30, après avoir donné seulement 2 minutes pour l'évacuation de l'usine occupée par 1800 ouvriers et leurs familles (environs 4000 personnes en tout), les "forces de l'ordre" ont attaqué les occupants avec des grenades lacrymogènes et des armes à feu; cela provoqua la sortie massive des occupants du local; certains se noyèrent en tombant dans le canal d'irrigation situé derrière l'usine. Mais, contrairement à ce que soutient le gouvernement équatorien, l'immense majorité des victimes ont été tuées par balles, ainsi que l'affirment les pompiers qui ont participé à la recherche des cadavres.

L'explication d'une telle violence, d'une telle brutalité exercées contre les travailleurs de AZTRA, tient en grande partie dans le fait que la production, la fabrication et la commercialisation du sucre sont contrôlées directement par l'oligarchie équatorienne, qui joue le rôle d'intermédiaire de l'impérialisme nord-américain spécialement en ce qui concerne la raffinerie de ce produit. Pour ce qui est de AZTRA en particulier, interviennent d'autre part les intérêts de l'état, qui avait acheté peu avant une part des actions de cette société. Dans l'opération d'achat de ces actions, est intervenu l'Amiral ALFREDO POVEDA BURVANO (membre du Triumvirat) qui a récolté des bénéfices "juteux".

Une violente vague de protestation et d'indignation se développait dans le pays au moment où nous bouclions cette édition. De nombreux partis politiques, personnalités, organisations ouvrières, étudiantes, professionnelles ont dénoncé le massacre et exprimé leurs solidarités avec les familles des victimes, exigeant d'autre part la démission des Ministres de l'Intérieur et du Travail.

En réponse, le gouvernement équatorien a eu recours à la répression, procédant à l'arrestation des dirigeants syndicaux qui ont signé un communiqué de protestation. Malgré tout, les luttes du peuple continuent:

-26 Octobre: des manifestants occupent le village de TRONCAL près de AZTRA.

-Grève d'environ 15000 ouvriers et employés des sociétés sucrières des provinces de Guayas et Monterrey. Ils exigent, entre autres choses, des revendications économiques, la libération des dirigeants syndicaux emprisonnés et l'indemnisation des familles des victimes.

-De violentes manifestations ouvrières et étudiantes ont lieu dans les principales villes du pays. (Au cours de l'une d'entre elles, un ouvrier a été tué par balles alors qu'il essayait d'incendier avec d'autres ouvriers un bâtiment de police).

L'opinion internationale s'est également manifestée. Des lettres, des appels téléphoniques, des télégrammes de protestation ont été adressés en grand nombre aux délégations diplomatiques équatoriennes.

En signe de protestation, l'attaché culturel de l'Ambassade de l'Equateur à Paris a démissionné.

Le 28 Octobre, également à Paris, s'est tenu un meeting organisé par le COMITE DE SOLIDARITE AVEC LES LUTTES DU PEUPLE EQUATORIEN.

Adresse du Comité de Solidarité avec les luttes du peuple équatorien: 14, rue de Nanteuil 75015 PARIS. FRANCE.

COLOMBIE

Depuis ces derniers mois, le peuple colombien a intensifié sa lutte contre l'exploitation, la domination et l'oppression de l'impérialisme et de l'oligarchie.

Les grèves et manifestations ouvrières, paysannes et étudiantes ont pris des proportions gigantesques. L'exemple le plus frappant en est la grande grève nationale qui a eu lieu le 14 Septembre et à laquelle ont participé, de façon très combative, plus d'un million d'ouvriers.

Malgré les "mesures d'urgence" (état de siège, couvre-feu...) prises par les autorités colombiennes, et l'accroissement de la répression qu'elles développent contre le mouvement populaire, le courant de grève et de luttes populaires a continué à se développer.

Au moment où cette édition a été bouclée, la grève commencée il y a 2 mois et demi par des milliers d'ouvriers de l'entreprise pétrolière de l'état ECOPETROL, continuait. Outre l'arrêt de son activité, cette entreprise a subi dans les derniers mois, une vingtaine d'attentats contre ses installations.

D'autre part, le mouvement paysan a réalisé ces derniers mois, de nombreuses occupations de terres, marches de protestations et actions armées contre l'oligarchie foncière et les forces répressives, plus particulièrement dans le Nord-Est du pays, où opère depuis sa fondation il y a 10 ans et demi (avril 1967), l'ARMEE POPULAIRE DE LIBERATION (E.P.L.), qui impulse la guerre populaire, en union avec les masses paysannes de ces provinces.

Dans le dur déroulement de la lutte armée de libération, l'E.P.L. a versé le sang de ses combattants, tombés dans la lutte, les armes à la main. Parmi eux il y a Pedro VASQUEZ RENDON et Pedro LEON ARBOLEDA, ses 2 premiers Commissaires Politiques. Il y a eu aussi les héros Francisco GUERNICA, Aldemar CONDONO, Ricardo TORRES, Alberto MORALES, Evaristo MORA TORO et Jesus Maria ALZATE.

Dans l'accomplissement de ce qui constitue sa mission dans cette étape de la lutte révolutionnaire - libérer la Colombie du joug impérialiste et réactionnaire et instaurer une République Populaire -, l'E.P.L. a beaucoup fait pour concrétiser l'union révolutionnaire avec d'autres détachements populaires, en particulier avec l'E.L.N., groupe guerrillero auquel appartenait le héros populaire colombien, le curé guerrillero Camilo TORRES, également tombé lors d'un combat contre l'armée bourgeoise.

L'unité combative croissante entre l'E.P.L. et l'E.L.N. constitue sans aucun doute un pas important vers la libération définitive du peuple Colombien.

ANCHA publie ci-après un poème écrit par un combattant de l'E.P.L. et des photos envoyés directement par l'E.P.L. depuis la Colombie.

EN COMBATTANT NOUS VAINCRONS

L'heure est venue camarade
de prendre résolument le fusil,
et de marcher résolument vers le front
et d'avancer et de tier le premier.

L'heure est venue frère ouvrier
de rejoindre l'avant garde de combat,
tu me comprends bien, tu es conscient
et jamais tu ne t'écarteras du chemin...

**SEGUIMOS FIELES
AL COMPROMISO
DE DIRIGIR AL PUEBLO
HACIA LA TOMA
DEL PODER
POR LA VIA ARMADA**



1965

1977

**PARTIDO COMUNISTA
DE COLOMBIA (M-L)**

**Guerrilleros del
Ejército Popular de Liberación
en las montañas de Colombia**



L'heure est venue paysan
de suivre le chemin de la guerre,
de prendre cette terre par nos armes,
nous y ferons fleurir notre nouveau destin.

Etudiants, intellectuels, artisans,
employés, chômeurs, tous les pauvres
l'heure est venue, et de cette façon,
ce que nous pourrons faire ne le sera pas en vain

Contre l'opresseur yankee et ses laquais,
contre les réactionnaires et les traîtres,
combattons avec haine, sans faiblesse,
avec les combattants les plus décidés.

L'heure est venue... debout, en avant
visons avec haine, tirons
C'est l'heure la plus belle en brillante,
maintenant, EN COMBATTANT NOUS VAINCRONS !!!

=====

SUITE DE LA P .3

6.- Le Parti Socialiste appelle à une lutte sans merci pour abatre la Junte militaire fasciste qui défend les intérêts du grand Capital créole et imperialiste nord américain, et pour construire un régime de justice sociale et politique qui exprime les intérêts du prolétariat.

7.- Le Parti Socialiste appelle les partis, organisations et mouvements de la gauche chilienne, la base démocratique et progressiste de la Démocracie chrétienne à former le Front Politique de la Patrie, à accroître leur unité à tous les niveaux et sous toutes les formes, dans le but de faire les pas décisifs par la voie de l'unité large et combative de notre peuple à la base, unique garantie de la victoire et de la libération.

Parti Socialiste du Chili. Coordination nationale des régions.
Santiago le 4-8-1977.

ABONNEZ VOUS A « ANCHA »

EUROPE

1 An 30 francs (de soutien 50 francs)

AUTRES PAYS 50 Francs (de soutien 80 francs)



Nom _____

Adresse _____

Ville _____

Envoyer chèque à l'ordre de BERNARD GUERRIEN a.

A.N.CH.A B.P. 59 PARIS 75623 CEDEX 13, FRANCE

FRANCE
CEDEX 13
PARIS
A.N.C.H.A.
B.P. 59 PARIS 75624
CEDEX 13 FRANCE

Journal aux
Paris 18 H 16-1 1978
R. LITRE 198

JOURNAL AUX

